



Déclaration liminaire CSALFS du 5 novembre 2024

Monsieur le président ,

Avant de débuter ce CSALFS nous nous devons de revenir sur la situation politique que vit le pays, car elle n'est pas sans conséquences sur notre administration et le quotidien des agents qui la font vivre .

En France, alors que les dernières élections législatives ont vu un « front républicain » empêcher l'extrême-droite de parvenir à Matignon, c'est l'extrême droite qui s'installe place Beauvau et c'est le rassemblement national qui co-désigne le Premier ministre. Le fait que le Premier ministre choisi par Emmanuel Macron et Marine Le Pen soit issu du groupe parlementaire le plus faiblement représenté à l'Assemblée nationale et ayant recueilli 5 % des voix aux élections en dit long sur l'état de délabrement de la Ve république, dont la constitution permet au Président monarque d'agir en ignorant le vote de millions de Français et les conditions de ce vote. Le discours de politique générale du Premier ministre a beau être qualifié de pondéré par des médias serviles, le gouvernement nous prépare bien une cure d'austérité, une purge en réalité.

Le projet de loi de finance présenté vise les travailleurs qui devront se serrer la ceinture. C'est pourquoi, avec leurs nouveaux amis, les sbires de Macron continuent de cibler une fois de plus la Fonction publique et ses agents et les accuser d'être en parti responsable du déficit public creusé en réalité par des cadeaux fiscaux, CIR , exonération de charges sociales, etc faites aux entreprises depuis plusieurs décennies .

Avec ses annonces et celles du gouvernement, le nouveau ministre de la fonction publique , Guillaume Kasbarian confirme un plan d'attaque tous azimut contre les fonctionnaires, tellement privilégiés avec une rémunération début de carrière inférieure au SMIC :

– poursuite du gel de la valeur du point d'indice,

- la suppression de la Gipa,
- les attaques portées contre le Statut général des fonctionnaires,
- de nouvelles attaques à l'encontre de leurs droits sociaux avec, entre autres, un passage de un à trois jours de carence, la réduction du maintien de la rémunération durant les trois premiers mois du congé maladie de 100 % à 90%.

Comme si cela ne suffisait pas, la DGFIP accentue ces mauvais coups, en poursuivant le recul des garanties collectives et des droits des agents : nouvelles règles de mutations, la mise en place du RIFSEEP, la suppression des ponts naturels, la suppression de plus 500 ETP ...

. Ces mesures, si elles devaient être mises en application, sont non seulement injustes et injustifiées, mais auraient un effet dramatique sur les agents déjà malmenés depuis des années par les réformes, les suppressions d'emplois, la baisse du pouvoir d'achat, la mise à mal des droits et garanties des agents et de leurs conditions de travail de plus en plus dégradées .

L'installation du SPFE dans ses nouveaux locaux en est une preuve vivante (déménagement improvisé ,aménagement dans des locaux sales ,ménage non fait , mur non repeint etc) sans oublier les nouveaux locaux quasi insalubre pour le SDIF.

La CGT dénonce le manque de considération de la direction vis à vis de ses agents ,derrière la vitre vertueuse de la DGFIP c 'est la misère et la souffrance.

Les élus en CSALFS

Eve Pucheu

Henri Santucci